

**BOUTEFLIKA EN CONSEIL DES MINISTRES :****«La conjoncture financière est difficile»**

**Abdelaziz Bouteflika a présidé, hier mardi, dans l'après-midi, au siège de la présidence de la République à El Mouradia, une réunion du Conseil des ministres, la dernière avant la rentrée sociale. Comme lors des derniers Conseils du genre, Bouteflika n'a pas manqué de souligner la gravité de la situation financière du pays, persistant depuis l'été 2014 à la suite de la chute libre des prix des hydrocarbures.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Dans le communiqué de la présidence, on peut lire d'ailleurs que : «Le président de la République a également invité les responsables nationaux et locaux à redoubler d'efforts pour informer l'opinion publique nationale sur les conditions financières difficiles que traverse le pays ainsi que sur les perspectives de croissance et d'emplois que l'Algérie est capable de réaliser à moyen terme.»

Ce n'est pas la première fois que Bouteflika recadre, en effet, le gouvernement sur cette question : oui, la situation est difficile et il faut que cela soit clairement expliqué aux Algériens qu'il ne faut surtout pas «berner» par un discours faussement optimiste. Bouteflika dira sèchement que «Mieux informés, les citoyens seront moins exposés aux discours nihilistes et seront également davantage mobilisés pour l'effort et la solidarité en vue de faire face à la conjoncture financière difficile actuelle». Autrement dit, il faut préparer l'opinion à accepter des réformes dont la majorité sont destinées à mettre fin au populisme ambiant ! C'est notamment le cas de la réforme du système des retraites.

«Cette révision est destinée à sauvegarder la Caisse nationale de retraite, qui fait face à une forte augmentation des départs à la retraite sans conditions d'âge ou à la retraite proportionnelle, deux dispositifs mis en

place dans les années quatre-vingt-dix, à titre exceptionnel et transitoire alors que le pays était confronté à d'importantes vagues de dissolutions d'entreprises et de compression des salariés», lit-on dans le communiqué de la présidence.

Désormais, il sera donc mis fin à ce «provisoire qui dure» pour revenir à des normes universelles en la matière. Ce projet de loi, «dont l'entrée en vigueur est fixé au 1<sup>er</sup> janvier 2017, prévoit notamment le rétablissement de l'obligation d'un âge minimal de 60 ans (55 ans pour la femme) avec un minimum de 15 ans de travail». Mieux, il y est introduit également «la possibilité pour le travailleur d'exercer cinq années supplémentaires avec l'accord de l'employeur (ainsi que) la possibilité pour les travailleurs dans des métiers hautement qualifiés ou déficitaires d'exercer au-delà de l'âge de la retraite».

Par ailleurs et dans ce même sillage le retour vers des normes de fonctionnement universelles de l'économie, le Conseil des ministres a eu à examiner et à approuver deux importantes lois. La première concerne la petite et moyenne entreprise, un immense gisement de richesse et de création d'emplois, jusqu'à carrément négligé en Algérie ! «Cette mise à jour législative reflète l'importance grandissante des petites et moyennes entreprises pour la réalisation



Le Président Bouteflika lors d'un précédent Conseil des ministres.

dans notre pays de croissance, la création d'emplois et la diversification de l'économie nationale», précise le communiqué. L'accent sera prioritairement mis sur des filières stratégiques comme la recherche, l'innovation et la sous-traitance.

Le second texte de loi ne sera autre que la fameux «nouveau modèle de croissance économique» annoncé par Abdelmalek Sellal. En gros, il consiste, finalement, en un nouveau modèle en matière de fiscalité, l'objectif étant de hisser la fiscalité ordinaire, c'est-à-dire hors hydrocarbures, à un niveau tel qu'elle puisse couvrir, à l'horizon 2019, le budget de fonctionnement et même de l'équipement, un fardeau supporté, depuis l'indépendance, par la seule rente pétrolière. Sur un tout autre plan, le Conseil des ministres a eu à adopter un avant-projet de loi «fixant la liste

des hautes responsabilités de l'Etat ainsi que des fonctions publiques dont l'accès requiert la nationalité algérienne exclusive». En soi, déjà, l'adoption de ce texte de loi par le Conseil des ministres, c'est-à-dire par Bouteflika, est un vrai camouflet pour le secrétaire général du FLN, Ammar Saâdani. Ce dernier avait, pour rappel, mené une campagne d'une rare férocité contre ce projet de loi et son «origine», un article de la Constitution de février 2016 qu'il voulait, insidieusement, imputer au seul Ahmed Ouyahia ! Et la liste des postes retenus par le Conseil des ministres, comme interdit désormais aux binationaux, est très large : «Au titre des responsabilités et des fonctions politiques, les dispositions du projet de loi concernent les présidents des deux Chambres du Parlement, le président du Conseil constitutionnel, le

Premier ministre et les membres du gouvernement, les présidents de la Cour suprême et du conseil d'Etat, le gouverneur de la Banque d'Algérie, les responsables des organes de sécurité, ainsi que le président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections». De même qu'«au titre du ministère de la Défense nationale, le projet de loi englobe les principales responsabilités au sein de l'armée et prévoit également que celles-ci soient élargies à toute autre responsabilités militaire qui sera décidée par décret présidentiel».

Il y a lieu, enfin, de signaler que le Conseil des ministres s'est penché également sur d'autres points importants, à la tête desquels, la sécurité routière. Il est ainsi décidé, via un texte de loi, de durcir davantage les sanctions en la matière.

K. A.

**REFONTE DU BAC****Quelles sont les propositions soumises au gouvernement ?**

**La commission installée par le ministère de l'Education nationale pour proposer une nouvelle formule du bac a finalisé le travail. C'est au tour du gouvernement de choisir entre les différentes propositions et annoncer le format définitif. Quel est le contenu du projet soumis au gouvernement ?**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Qu'est-ce qui attend les élèves de la troisième année secondaire l'année prochaine ? L'examen du baccalauréat ne connaîtra pas un simple lifting, mais une refonte totale» a annoncé le ministère de l'Education nationale.

Le département de Nouria Benghebrat a travaillé pendant une année sur ce projet avec le partenaire social pour soumettre au gouvernement leurs propositions pour une nouvelle formule de

l'épreuve du bac. Dès le départ un consensus s'est établi sur le déroulement de cet examen en trois jours au lieu de cinq jours. Le Premier ministre a déjà ouvert le débat sur cette question en juillet 2015 lors de la conférence nationale sur la refonte du système éducatif.

Selon Abdelmalek Sellal, des épreuves en cinq jours causent beaucoup de stress aux candidats et à leurs parents. Le projet de la refonte du bac a été lancé durant cette conférence. Ce qui restait, c'était comment répartir les neuf matières d'examen en trois jours ?

La commission a finalisé le travail devant trouver une solution à cette question et sa copie finale sera envoyée au gouvernement avant les départs en congés annuels. Quel est le contenu du projet ?

Idir Achour, porte-parole du CLA et membre de la commission, a révélé qu'il y

a d'abord un groupe qui a opté pour des épreuves en quatre jours pour garder toutes les matières, avec une journée où le candidat passera trois épreuves au lieu de deux.

Le deuxième groupe a défendu l'option des trois jours, mais avec plusieurs formules. Soit les candidats passent les matières non essentielles en deuxième année secondaire, soit introduire une fiche de synthèse de la première et deuxième année secondaire pour les candidats ayant eu une moyenne de plus de 9/10 pour pouvoir passer une deuxième session de rattrapage, ou encore passer les matières essentielles en troisième année et les matières de la non-spécialité seront des matières optionnelles. Cela veut dire que le candidat pourra choisir une matière parmi celles qui ne sont pas essentielles dans sa spécialité comme matière à option et dont la

note sera ajoutée pour calculer la moyenne du bac.

Cependant, la proposition qui a fait l'unanimité et que compte défendre le ministère de l'Education, apprend-on, c'est celle liée à l'introduction d'une sorte de fiche de synthèse pour les matières non essentielles.

Le candidat sera examiné au bac sur les matières essentielles en trois jours et les autres matières non essentielles seront regroupées et calculées pour établir une seule moyenne avec un seul coefficient. Celle-ci sera ajoutée aux autres notes des épreuves du bac.

Voilà donc les propositions sur lesquelles devra se pencher le gouvernement lors d'un Conseil des ministres dès la rentrée. Les candidats au bac devront connaître le résultat dès le début de l'année scolaire.

S. A.